



## Chapitre C-57

### LOI SUR LE CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FAMILLE

Institution. Nom.	<p><b>1.</b> Un organisme d'étude et de consultation, ci-après appelé «le Conseil», est institué sous le nom de «Conseil des affaires sociales et de la famille».</p> <p>1970, c. 43, a. 1; 1977, c. 5, a. 14.</p>
Pouvoirs.	<p><b>2.</b> Le Conseil peut, avec l'approbation du ministre des affaires sociales, entreprendre l'étude de toute question relative aux affaires sociales et à la famille dans les domaines de la santé, des services sociaux ainsi que de l'aide, des allocations et des assurances sociales.</p> <p>1970, c. 43, a. 2.</p>
Recherches.	<p><b>3.</b> Le Conseil peut, aux fins des études visées à l'article 2, effectuer ou faire effectuer les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires.</p>
Requêtes.	<p>Il peut aussi recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée à l'article 2.</p> <p>1970, c. 43, a. 3.</p>
Constatations au ministre.	<p><b>4.</b> Le Conseil doit communiquer au ministre des affaires sociales les constatations qu'il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu'il juge appropriées.</p>
Études.	<p>Le ministre est tenu de rendre publiques les études du Conseil.</p> <p>1970, c. 43, a. 4.</p>
Avis au ministre.	<p><b>5.</b> Le Conseil doit donner son avis au ministre des affaires sociales sur toute question que celui-ci lui soumet.</p>
Problème référé.	<p>Il doit aussi saisir le ministre de tout problème ou de toute question qu'il juge de nature à nécessiter une étude ou une action de la part du ministère.</p> <p>1970, c. 43, a. 5.</p>
Comités spéciaux.	<p><b>6.</b> Le Conseil peut former des comités spéciaux pour l'étude de</p>

questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.

**Composition.** Ces comités peuvent, avec l'approbation du ministre des affaires sociales, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil; les allocations de présence et les honoraires des personnes qui ne sont pas membres du Conseil sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

1970, c. 43, a. 6.

**Composition du Conseil.** **7.** Le Conseil se compose des membres suivants, nommés par le gouvernement sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

- a) le président;
- b) trois personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les associations et les groupes représentatifs du domaine de la santé;
- c) trois personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les associations et les groupes représentatifs du domaine des services sociaux;
- d) deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les associations familiales;
- e) deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les groupes sociaux-économiques représentatifs;
- f) deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les organismes syndicaux;
- g) trois personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les milieux universitaires.

**Vice-président.** Sur la recommandation du ministre des affaires sociales, le gouvernement nomme un vice-président parmi les personnes visées aux paragraphes *b* à *e*.

**Membres d'office.** Le sous-ministre des affaires sociales ou son délégué, le président de la Régie des rentes du Québec ou son délégué et le président de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ou son délégué sont aussi, d'office, membres du Conseil, mais ils n'ont pas droit de vote.

1970, c. 43, a. 7.

**Mandat.** **8.** Les membres du Conseil, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7, sont nommés pour quatre ans et le président est nommé pour dix ans.

**Premiers membres.** Toutefois, trois des premiers membres autres que le président sont nommés pour un an, quatre pour deux ans, quatre pour trois ans et les quatre autres pour quatre ans.

**Renouvellement.** Le mandat des membres du Conseil ne peut être renouvelé consé-

cutivement qu'une seule fois, sauf dans le cas des trois premiers membres nommés pour un an dont le mandat peut être renouvelé consécutivement deux fois.

1970, c. 43, a. 8.

Fonctions continuées. **9.** Les membres du Conseil demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

1970, c. 43, a. 9.

Vacance. **10.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du Conseil autre que le président et que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7 est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer et pour le reste du mandat de la personne à remplacer.

1970, c. 43, a. 10.

Fonctions du président. **11.** Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux; il assure la liaison entre le Conseil et le ministre des affaires sociales.

Honoraires. Le gouvernement fixe les honoraires, allocations ou le traitement du président, qui doit s'occuper exclusivement du travail du Conseil et des devoirs de sa fonction.

1970, c. 43, a. 11.

Indemnisation et allocation. **12.** Les membres du Conseil autres que le président et que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7, sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du Conseil ou de ses comités et reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

1970, c. 43, a. 12.

Secrétaire et autres employés. **13.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1970, c. 43, a. 13.

Secrétariat. **14.** Le secrétariat du Conseil est dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec.

Séances. Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Quorum. Le quorum du Conseil est de huit membres.

- Nombre de réunions. Le Conseil doit se réunir au moins huit fois par année.  
1970, c. 43, a. 14.
- Absence du président. **15.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.  
1970, c. 43, a. 15.
- Réglementation. **16.** Le Conseil peut adopter des règlements pour sa régie interne; ces règlements doivent, pour avoir effet, être approuvés par le gouvernement.  
1970, c. 43, a. 16.
- Rapport annuel. **17.** Le Conseil doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre des affaires sociales, qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.  
1970, c. 43, a. 17.
- Application de la loi. **18.** Le ministre des affaires sociales est chargé de l'application de la présente loi.  
1970, c. 43, a. 19.

## ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 43 des lois annuelles de 1970, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 18 et 22, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-57 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978



## TABLE DE CONCORDANCE

**LOIS DU QUÉBEC, 1970**      **LOIS REFONDUES, 1977**

### Chapitre 43

### Chapitre C-57

LOI DU CONSEIL DES  
AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA FAMILLE

LOI SUR LE CONSEIL  
DES AFFAIRES SOCIA-  
LES ET DE LA FA-  
MILLE

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 17	1 - 17	
18		Omis
19	18	
20		Omis
21		Modification intégrée au c. R-12, a. 55
22		Omis

*La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.*

*Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.*

